

**RAPPORT NATIONAL SUR L'HYDROGRAPHIE****EN COTE D'IVOIRE****I - SITUATION**

La Côte d'Ivoire dispose d'une façade maritime de 566 Km ouverte sur les grandes routes maritimes. Elle abrite également une Zone Economique Exclusive (ZEE) de 200 nautiques sur 280 comprenant des exploitations offshore et des zones de pêche.

Physiquement, il faut également signaler l'existence d'un plateau continental certes étroit, mais couvrant une superficie de 12 200 km<sup>2</sup> et fournissant 60% de la production halieutique estimée à 100 000 tonnes en 2000.

Mais l'une des caractéristiques majeures est la présence de lagunes qui forment l'essentiel de l'eau intérieure.

Ensemble, les lagunes couvrent 1 200 km<sup>2</sup> sur une longueur de 300 Km d'Est en Ouest et se scindent en trois principaux systèmes.

Il faut signaler l'existence de deux (02) ports autonomes sur la côte: à Abidjan et à SANPEDRO.

C'est autour de ces ports que se sont développées les activités économiques et sociales qui ont densifié l'occupation de la zone côtières.

Mais cet environnement est mal maîtrisé. Les zones navigables sont méconnues. Elles ne sont ni matérialisées, ni balisées. La raison, il n'existe pas d'organisme habilité. Pas de commission nationale, pas de service hydrographique national.

Au niveau de la mer et des zones de navigation, les levés ont toujours exécutés par le SHOM, responsable historique de la zone. Ailleurs, notamment en lagune aucune donnée récente n'est disponible. Les dernières remontent aux années 1960.

Les quelques services hydrographiques et des centres de recherches ont des activités localisées ou ponctuelles et sont privés.

Les services hydrographiques sont ceux des ports. Parmi, seul celui du Port Autonome d'Abidjan présente une organisation et des moyens pour exécuter des travaux hydrographiques.

Au Port Autonome Abidjan, le service Hydrographie appartient au département Dragage et Hydrographie de la Direction des Infrastructures. Il a été créé le 23 juillet 1953 à l'occasion de l'ouverture du CANAL.

Sa mission, suivre l'évolution sédimentologique du canal et assurer ainsi la sécurité de la navigation dans toute la zone portuaire.

Aujourd'hui en plus de cette mission, il assure le suivi de l'évolution des fonds et sert d'appui technique et scientifique en matière d'hydrographie aux structures nationales et internationales qui travaillent sur la côte ivoirienne.

Le service Hydrographie est structuré pour répondre à l'attente de l'autorité portuaire dans le domaine.

Ainsi au niveau du personnel, il comprend une vingtaine d'agents dont deux hydrographes formés à l'école des hydrographes de l'EPSHOM de Brest. Ils encadrent trois(03) aides hydrographes formés au centre de formation du PAA. Pour le matériel, il en dispose d'assez performants entre autres :

- une vedette hydrographique,
- d'un système de positionnement RTK
- de logiciels bathymétriques (Hypack).

## II – ACTIVITES

Les activités essentielles concernent les levés bathymétriques, l'observation de marée et le suivi de courant de façon ponctuelle.

### - **2.1 - Levés bathymétriques**

C'est l'activité principale du service. Ils ont débuté avec la création du service depuis 1959. Ils sont concentrés autour de l'espace portuaire et visent à assurer le suivi de l'évolution des fonds et à préparer ou/et suivre les travaux de dragage. En plus de contribuer à la sécurité de la navigation, ces données sont exploitées aux fins des études et de travaux maritimes et d'aménagement portuaires. Ce sont d'énormes quantités de données qui existent qu'il gère et archive. Et c'est une réelle préoccupation pour l'autorité portuaire d'Abidjan.

### - **2.2 - Exploitation de marées**

Elle a commencé avec les travaux de la construction du port. Une dizaine de stations permettaient l'observation de la marée au niveau de la mer et de la lagune d'Abidjan. Avec l'affinement de la connaissance de la marée locale, l'on a gardé seulement trois stations essentiellement en lagune.

A ce niveau, l'on a procédé à des investissements. Tous les marégraphes analogiques ont été remplacés par des marégraphes numériques plus fiables.

Cependant, les données de marégraphes analogiques vont de 1953 à nos jours et sont disponibles du papier. Ils convient de les stocker de façon durable. Le

port tente de les mettre sur support numérique. Le principal obstacle est le manque de matériel informatique pour la numérisation et de supports pour une sauvegarde fiable et durable.

### - **2.3 – Le suivi des Courants.**

L'étude de courant fut un intermède au port d'Abidjan. Après l'acquisition d'un système de mesure de courant, des études ont commencé dans la lagune d'Abidjan en 1995. Elles avaient pour objectifs l'étude des courants au niveau du port et de la lagune Ebrié de façon générale. Elles devraient en outre permettre d'établir à partir des valeurs de la vitesse et de la direction, leur influence dans l'ensablement des pieds de quais.

Mais Elles ont rapidement pris fin en 2000 suite à une panne du système informatique. Les équipements n'ont jamais été renouvelés.

Cependant, les données issues des mesures étaient initialement conservées sur disquettes. Le service hydrographie les a récupérées et les a stockées sur des CD ROM. A notre avis, il faut un support plus fiable.

### III – DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS.

Dans la pratique de l'hydrographie, le port rencontre des difficultés dans la formation du personnel, l'acquisition du matériel et le stockage des données.

Concernant la formation, le pays ne dispose pas de structure de formation ou de recyclage en hydrographie. Toutes les formations se font à l'extérieur. Cependant depuis quelques années, le port a initié des formations au sein de son centre de formation. Aussi des formations initiales que celles de recyclage ont été dispensées sous forme de séminaires. Cette année au mois de juillet, ce centre a accueilli un séminaire sur la conduite de levé bathymétrique où des agents du port autonome de Cotonou ont pris part.

Mais, ce centre n'est pas équipé pour faire de la formation continue en hydrographie.

Cependant, l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer(ARSTM) d'Abidjan, abrite du 19 Novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2012, un cours de formation régional sur les levés hydrographiques et la cartographie. Ce cours est dispensé par l'Organisation Maritime International(OMI) est un appui technique à la région francophone de l'Afrique de l'Ouest et du centre.

Je crois que cela peut être une opportunité pour la CHAtO et l'OHI d'assurer la pérennité de ce cours ou du moins d'en faire un module de formation en collaboration avec cette académie qui dispense déjà des formations maritimes en direction de l'Afrique centrale et de l'Ouest.

Aussi, le coût des équipements performants est-il prohibitif pour les services hydrographiques. Si les pays du sud ne bénéficient de coopération franche, on mettra beaucoup de temps pour que ceux-ci prennent la relève dans la gestion des données hydrographiques.

L'une des préoccupations est l'archivage des données. Comment garantir la qualité des informations hydrographiques une fois acquises sur une longue période ?

Le stockage est mal maîtrisé, aussi bien au niveau des supports qu'à celui du renouvellement de ceux-ci.

En conclusion, les activités hydrographiques sont exercées par le privé. Seul le Port Autonome d'Abidjan en a fait une importante activité. Il existe une volonté réelle. Un département lui est dédié auquel l'on a assigné des missions bien définies. Ce département est une base de l'hydrographie nationale, vu qu'il n'y a pas pour le moment d'organisme national.

Mais dans son exercice, l'hydrographie est confrontée à d'énormes difficultés liées au manque de personnel qualifié, à l'acquisition et au renouvellement de son équipement et à l'archivage des données.

Ainsi au niveau de la formation, de l'équipement et du stockage, et à chacun de ces points, il faut un soutien ferme des organismes hydrographiques internationaux, et cela pour amoindrir les fossés et garantir la qualité des informations mises à disposition des usagers de la mer. C'est pourquoi, et pour assurer la qualité des informations hydrographiques échangées, la Côte d'Ivoire fonde beaucoup d'espoir sur une coopération internationale plus active.